

qu'une telle libéralisation s'étendra à tous les autres produits. Ils regrettent toutefois que ces négociations n'aient pas beaucoup avancé la plupart des pays émergents. Ils formulent l'espoir que des efforts soutenus seront tentés sous l'égide du GATT et de l'UNCTAD pour permettre aux pays en évolution d'améliorer la position de leurs produits sur les marchés internationaux et d'augmenter ainsi leurs devises étrangères, tout en ne négligeant rien pour accroître le commerce entre eux.

48. Ils appuient sur les dangers d'un protectionnisme excessif dans un certain nombre de pays étrangers industrialisés à l'égard des produits agricoles dont l'exportation intéresse les pays du Commonwealth.

49. Tout en reconnaissant que le commerce du Commonwealth doit être envisagé dans le contexte plus étendu du commerce mondial, ils conviennent qu'il existe de vastes possibilités d'expansion pour le commerce du Commonwealth et qu'à cette fin il est nécessaire de renforcer les liens bien établis entre les membres du Commonwealth.

50. Les Chefs de gouvernement prennent note du rapport du secrétaire général qui signale que, conformément à une décision antérieure, le Secrétariat poursuit une étude sur la possibilité d'une collaboration au sein du Commonwealth pour stimuler les échanges commerciaux. Ils attendent avec impatience les résultats de cette étude.

51. Les Chefs de gouvernement tiennent compte des difficultés particulières au Lesotho et d'autres pays africains entourés de terre. Ces pays du Commonwealth espèrent que tous les intéressés approuveront ou ratifieront la convention internationale sur le commerce de transit des pays entourés de terre. Les Chefs de gouvernement espèrent que tous les pays intéressés s'efforceront de fournir des installations de transit appropriées pour le commerce de ces pays entourés de terre.

52. Les Chefs de gouvernement insistent sur l'importance de consultations continues et étroites entre le gouvernement britannique et les gouvernements des pays du Commonwealth sur les faits nouveaux qui les concernent à propos de la demande d'admission de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne.

53. Au cours de la discussion sur la situation monétaire internationale, les Chefs de gouvernement insistent sur l'importance de rétablir la stabilité des paiements mondiaux et de modifier le système monétaire international afin de faire face aux besoins nouveaux. Ils insistent sur la nécessité de fournir des liquidités internationales suffisantes pour mettre en œuvre et activer, au plus tôt, le programme des droits de tirage spéciaux par

l'intermédiaire du Fonds monétaire international, afin de suppléer aux capitaux de réserve. Ils regrettent qu'il n'ait pas été possible jusqu'ici de conclure une entente générale et internationale pour relier directement l'action internationale visant à accroître les liquidités et les besoins des pays émergents. Ils espèrent qu'on examinera davantage la possibilité d'établir un lien de ce genre.

54. Ils expriment l'espoir que des politiques commerciales plus libérales feront suite aux améliorations apportées au régime international des paiements.

55. Certains Chefs de gouvernement estiment que les pays du Commonwealth devraient réclamer une conférence monétaire mondiale, accessible à tous les membres du FMI pour réévaluer le système monétaire international depuis Bretton Woods et recommander son amélioration, et qu'une réunion du Commonwealth devrait se tenir avant cette conférence. D'autres, tout en reconnaissant le bien-fondé de ces objectifs, estiment qu'il ne conviendrait guère de tenter de les réaliser lors d'une conférence de ce genre et qu'il serait préférable de poursuivre des discussions officielles par les voies existantes.

56. Les Chefs de gouvernement discutent de l'aide internationale au développement économique et notent avec inquiétude que le transfert net des ressources des pays industrialisés aux pays émergents reste à un niveau insuffisant pour faciliter un rythme acceptable d'expansion économique dans les pays en voie de développement. Une situation critique se dessine dans maints pays à cause du fardeau du service de la dette. Les chefs d'État expriment l'espoir que les pays qui ne l'ont pas encore fait seront en mesure de signifier bientôt leur adhésion à la résolution de l'UNCTAD sur l'objectif de 1 p. 100 du produit national brut aux prix du marché. Ils insistent sur l'urgence de renflouer les ressources de l'Association internationale de développement et formulent l'espoir que tous les pays intéressés suivront l'exemple déjà donné par certains en ce sens.

57. Les Chefs de gouvernement sont heureux de constater la tendance récente de la part de certains pays du Commonwealth à adoucir les conditions des prêts qu'ils consentent à des pays moins développés du Commonwealth. Ils considèrent que les pays donateurs du Commonwealth doivent prendre l'initiative de rechercher de nouvelles améliorations aux conditions d'aide internationale en général, et manifestent l'espoir que les gouvernements donateurs songeront avec sympathie, dans les cas appropriés, à accorder des conditions plus souples.